

Entre école et pouvoir. Le « secteur éducation » du Parti socialiste face aux politiques éducatives des gouvernements de gauche (1981-1993)

Dans plusieurs pays européens, les mouvements sociaux-démocrates ont connu des crises dans le cadre des politiques éducatives qu'ils ont menées. En effet, ils ont traditionnellement eu des liens étroits avec les personnels des systèmes éducatifs, le syndicalisme enseignant, qui constituaient dans l'ensemble des partis de gauche en Europe de solides bases électorales, syndicales et militantes. Or, depuis les années 1980, la réorientation des politiques éducatives social-démocrates via un référentiel plus libéral et consumériste (dérégulation des *catchment areas*¹, augmentation de la place du secteur privé et marchand dans les systèmes éducatifs, prise en compte des « consommateurs d'école ») a entraîné des conflits parfois violents entre les gouvernements de gauche et ce qui constituait jusque-là des soutiens traditionnels (Ministère de Claude Allègre en 1997-1999, gouvernement de Tony Blair de 1997-2007). Certains observateurs ont même affirmé que la gauche avait « perdu l'école »². Dans le même temps, sous la pression de ces mutations multiples, les secteurs éducatifs des partis sociaux-démocrates ont connu des transformations profondes. Celles-ci sont notamment marquées par l'éloignement vis-à-vis de leurs réseaux traditionnels (fort ancrage sociologique dans le monde et le syndicalisme enseignants, relation avec le système éducatif) et des projets éducatifs qui regroupaient une large partie des forces progressistes.

Le cas du PS lors de l'exercice du pouvoir entre 1981 et 1993 peut être un exemple d'étude de ce mouvement transnational des évolutions des politiques éducatives sociale-démocrates. Le Parti socialiste, traditionnellement dépourvu d'une base ouvrière, s'est en effet enraciné dans le monde enseignant, à tel point qu'il a gagné l'image d'un « parti de profs » pas toujours démeritée. Ainsi, en 1981, près de 48% de ses députés étaient enseignants ou issus de l'Education nationale. De même, le PS entretenait des liens étroits avec le syndicalisme enseignant, notamment la FEN (*Fédération de l'Education nationale*) qui constituait jusqu'en 1992 la force largement majoritaire de l'Education nationale et le SGEN-CFDT.

Pourtant, malgré – ou du fait ?- de cet enracinement dans le champ éducatif, le PS n'a eu que très tardivement un secteur éducation, en 1975, divisé en plusieurs structures parfois concurrentes. L'expérience du pouvoir, et des politiques éducatives menées entre 1981 et 1993 ont joué un rôle fondamental dans l'évolution de ce secteur encore relativement neuf. Dès lors, quelle a été l'évolution du secteur éducation du Parti Socialiste durant les périodes de gouvernements de gauche de politiques éducatives socialistes? Celle-ci correspond-elle à une évolution de « semi-public party », dans lequel champ partidaire et champ gouvernemental connaissent une circulation constante entre élites politiques et administratives ? Les évolutions du secteur éducation du PS au contact du pouvoir remettent-

¹ Traduisibles par « carte scolaire ». Cf. sur le sujet de la montée d'un référentiel plus libéral en matière éducative David HALPIN, Sally POWER, Geoff WHITTY, *Devolution and choice in Education. The school, the state and the market*, Buckingham: Open University Press, 1998; Nathalie MONS, *Les Nouvelles politiques éducatives*, Paris : PUF, 2007

² Emmanuel DAVIDENKOFF, *Comment la gauche a perdu l'Ecole*, Paris : Hachette : 2003

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

elles en cause les réseaux (« *policy network* ») de celui-ci avant 1981, reliant le parti, le champ enseignant et son syndicalisme ?

Cette étude se base sur la consultation des archives inédites du secteur éducation du PS de 1971 à 1993, ainsi que sur une série d'entretiens avec des responsables socialistes durant cette période. Elle s'appuie aussi sur deux concepts utilisés le long de l'analyse : la notion de « *semi-public party* » élaborée par Richard Katz et Peter Mair³, ainsi que celle de « *policy network* » étudiée par Tanjã Borzel.

1) Le secteur éducation du Parti socialiste en 1981 : une genèse et une structuration complexes

Malgré un enracinement profond dans le monde enseignant, ni la SFIO ni le PS jusqu'au congrès de Pau en 1975 ne possédaient un véritable secteur national (délégation ou secrétariat) dédié spécifiquement à l'éducation. C'est une différence fondamentale avec le Parti communiste, alors que celui-ci avait un enracinement enseignant moins fort que les socialistes. Le PCF possédait en effet un secteur éducatif structuré depuis plusieurs décennies, animé par des dirigeants de premier plan du Parti (Maurice Perche puis Pierre Juquin) et possédant une revue reconnue sur les questions scolaires, *l'Ecole et la Nation*.

Les questions éducatives sont rattachées depuis l'époque de la SFIO à une commission « laïcité-enseignement », qui en 1971 fait partie du *Secrétariat national aux idées et au programme*. Ce Secrétariat est attribué au leader du CERES (aile gauche du PS), Jean-Pierre Chevènement, dont le courant possède par ailleurs de forts contacts et liens au sein du syndicalisme enseignant (SNI, SGEN-CFDT). Parallèlement, des structures associatives existent à l'intersection des relations entre personnels de l'Education nationale, syndicats enseignants et courants du Parti socialiste. Ainsi, les professeurs mitterrandiens (secondaire et supérieur)⁴ se retrouvent à *Démocratie et Université*, les enseignants (plutôt instituteurs) proches de l'ancienne SFIO et des réseaux laïques traditionnels sont aux *Cercles Jean-Jaurès*, les syndicalistes enseignants proches du CERES et du PS post-Epinay créent en 1973 *Ecole et Socialisme*⁵. Cette dernière organisation joue un rôle en matière programmatique, car elle a pour but de faire passer le projet éducatif du SNI, *l'Ecole fondamentale* (cf. tableau suivant) au sein du Parti socialiste qui y était initialement hostile. Jusqu'en 1976 en effet, le PS n'a pas de projet éducatif global, qui sont produits par les syndicats enseignants. De ce fait, le Parti socialiste est le lieu d'affrontement entre les différentes conceptions d'organisation de l'école élaborées à l'extérieur de lui. Ces différents projets sont portés par les associations à l'intersection du PS et du monde enseignant (*Démocratie et Université*, *Cercles Jean Jaurès*, *Ecole et Socialisme*). L'activisme de ces associations, qui jouent un rôle important sur les questions éducatives au sein du Parti Socialiste dans les années 1970, renvoie à la faiblesse du secteur éducation du PS jusqu'en 1975.

³ Richard S. KATZ, Peter MAIR, *How parties organize: change and adaptation in party organizations in Western democracies*, London: Sage Publications, 1994

⁴ On peut citer parmi les cadres de *Démocratie et Université* : Michel BERSON (député de l'Essonne, président du Conseil général de l'Essonne), Gilles CATOIRE (maire actuel de Clichy la Garenne) Louis MEXANDEAU (Député du Calvados, Ministre des PTT), Pascal ORY (professeur à Paris I)

⁵ On peut citer notamment Jacques GUYARD, ancien député-maire d'Evry et Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, Bernard DEROSIER (député-maire d'Hellemes) ainsi que de nombreux cadres syndicalistes, comme Yannick SIMBRON (Secrétaire général de la FEN, 1981-1988)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

Schéma n°1 : les principaux projets éducatifs du syndicalisme enseignant dans les années 1970⁶.

<i>Organisation (date de publicisation du projet)</i>	SNI (1971)	SNES (1976-1983)	Equipe fédérale de la FEN (à partir de 1976)	SGEN (syndicat enseignant CFDT)
<i>Projet éducatif</i>	<i>Ecole fondamentale</i>	<i>Ecole progressive</i>	<i>Ecole de l'éducation permanente</i>	<i>Le corps unique</i>
<i>Descriptif</i>	Une école unique (dite « fondamentale ») couvrant la formation de 6 à 16 ans.	Une formation progressive en trois tronçons (revenant aux primaire, collège, lycée).. Obligation de formation à 18 ans.	Reprise de <i>l'école fondamentale</i> , enrichie par la formation professionnelle et continue. Obligation de formation à 18 ans.	Unification du corps enseignant de la maternelle au lycée.

En 1975, le passage du CERES à l'opposition au sein du PS au congrès de Pau pousse la majorité à reprendre le contrôle sur les secteurs du PS que le courant chevènementiste avait occupés, éducation en particulier. Il est créé une Délégation nationale à l'Education nationale, confiée à deux professeurs d'histoire, Louis Mexandeau (un mitterrandien « historique ») et Roger Quilliot, venu de la SFIO. Les deux ont de nombreux liens avec le syndicalisme enseignant, dont ils ont été des adhérents parfois actifs. La Délégation s'attelle à l'élaboration du projet éducatif du Parti socialiste, publié en 1977 sous le titre « Libérer l'école »⁷. Il est fortement influencé par les projets déjà établis par les syndicats enseignants (notamment le concept d'école fondamentale, reliant école primaire et collège, sous le titre d'*Ecole de base*). La Délégation nationale à l'Education nationale du PS supplante progressivement les organisations socialistes s'intéressant à l'éducation et au champ enseignant, telles que les *Cercles Jean-Jaurès* (dont la base se réduit) ou *Démocratie et Université*, qui sert de vivier de recrutement au secteur éducation du PS dans les années 1970. En 1980, le mouvement et la revue *Ecole et Socialisme* sont absorbés par la délégation à l'Education nationale dirigée par Louis Mexandeau et Roger Quilliot.

Dès lors, le secteur éducation du Parti socialiste se compose autour de trois structures (cf. schéma suivant). La Délégation nationale à l'Education nationale possède une prééminence sur les deux autres structures, prééminence qui va croissante du fait de son action et de ses relais locaux. De plus, le responsable des *Groupes socialistes d'éducation* (Gilles Catoire, universitaire), et le responsable de la *Commission éducation* (Jean Battut, instituteur, syndicaliste enseignant) sont deux cadres qui participent aux travaux de la Délégation. La structuration du secteur éducation du PS est donc un processus progressif, qui a conduit à réduire la place des courants minoritaires du Parti Socialiste (soupçonnés d'avoir leurs propres réseaux et projets éducatifs), et à doter le Parti socialiste d'une structure capable de proposer un projet éducatif autonome vis-à-vis des syndicats. Le secteur éducation est organisé autour de groupes de travail thématique, dont le nombre varie entre 8 et 12.

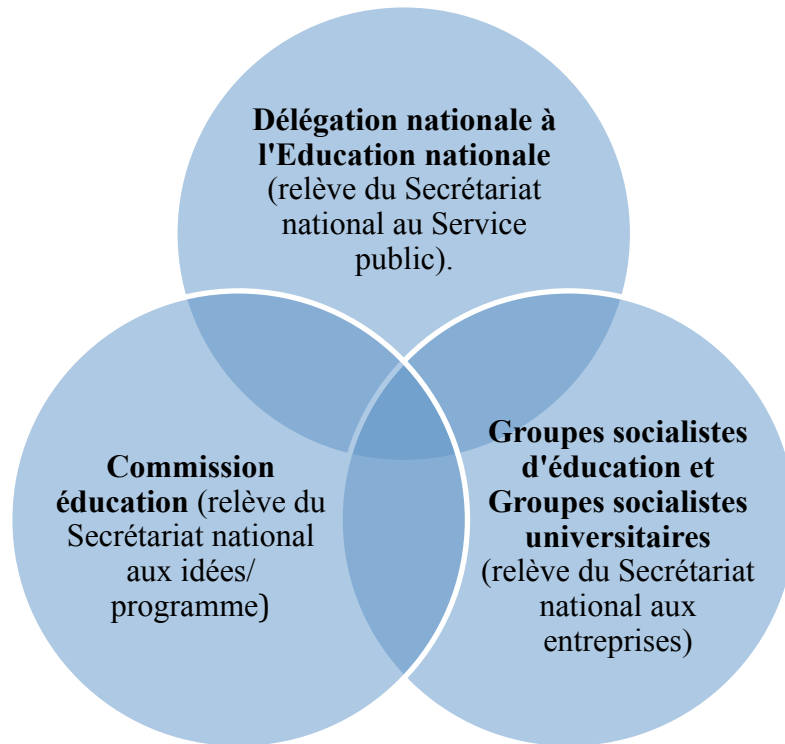
⁶ Tiré de Guy BRUCY, *Histoire de la FEN*, Paris : Belin, 2000

⁷ Louis MEXANDEAU, Roger QUILLIOT, *Libérer l'école : plan socialiste pour l'Education nationale*, Paris : Flammarion, 1978

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

Au niveau local, le secteur éducation possède des relais au sein des fédérations. En effet, dans chaque fédération départementale du Parti socialiste, il existe un « fédéral éducation » qui relève de la Délégation nationale à l'Education. Dans les établissements scolaires et universitaires, ou dans les administrations rectorales et centrales du Ministère de l'Education nationale, il existe des *Groupes socialistes d'éducation* et des *Groupes socialistes universitaires*, qui sont pensés comme l'équivalent d'une section syndicale d'entreprise.

Schéma n°2 : la structure nationale du secteur éducation du Parti socialiste en 1981⁸



Cette structuration relie donc un secteur Education au niveau national qui relève de trois Secrétariats (service public, idées/programme, entreprises), et des relais départementaux et locaux.

Schéma n°3 : les structures locales du secteur éducation du PS en 1981

Niveau	Fédération du Parti socialiste	Etablissement scolaire/universitaire
<i>Structure</i>	Délégué fédéral à l'éducation ou Secrétaire fédérale à l'Education	GSE (établissement/administration de l'Education nationale)/GSU (université et recherche)
<i>Structure nationale</i>	Délégation nationale à l'Education nationale du PS	Secrétariat national aux entreprises du PS

⁸ Lettre de Jean-Louis PIEDNOIR (Délégué national du PS à l'éducation, 1981-1984) à René BASSE (Secrétaire de la Fédération socialiste du Var), 12/03/1982 (Fonds EE, Archives Fondation Jean-Jaurès)

2) Le secteur éducation du Parti socialiste, co-acteur des politiques éducatives gouvernementales ou organisme relais ? L'expérience complexe des premières années de pouvoir (1981-1986)

A. 1981-1984 : un secteur Education du Parti socialiste à la composition changée par l'exercice du pouvoir.

Dès la victoire à l'élection présidentielle en 1981, Jean-Louis Piednoir, délégué national à l'Education nationale, pose la question de la relation entre le secteur Education du Parti socialiste et le futur gouvernement de gauche. Conscient du changement de statut de l'organisation partidulaire avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il souligne précocement la complexité des relations entre le secteur éducation du PS et le gouvernement:

*« Même si les socialistes sont au gouvernement, le Parti en tant que tel doit garder son autonomie, ce qui n'exclut pas concertation, contacts. Il importe de conserver une vie intense au parti, il ne doit pas se dissoudre dans le gouvernement. »*⁹.

De fait, la situation du Secteur éducation du Parti socialiste face à une situation de pouvoir, et donc de politique éducative menée par un gouvernement de gauche, est complexe. En effet, il a compté depuis sa création de nombreux cadres du syndicalisme enseignant, dont Jean Battut (simultanément responsable à la Commission éducation du Parti socialiste et Secrétaire national à la laïcité du SNI-PEGC jusqu'en 1981), Luc Bentz (simultanément membre de groupe de travail du secteur éducation du PS, responsable de la section parisienne du SNI-PEGC et actuel secrétaire national de l'UNSA Education). Cependant, la place des syndicalistes enseignants dans le secteur Education du Parti socialiste baisse sensiblement- et se cantonne à la participation aux groupes de travail plutôt qu'à la direction du secteur éducation du PS elle-même. On remarque que jusqu'en 1983, le comité de rédaction de la revue *Ecole et Socialisme*, qui est depuis 1980 sous contrôle du Parti Socialiste, ne compte plus aucun cadre syndicaliste, alors que ceux-ci représentaient plus de la moitié de la rédaction de la publication avant 1980. De fait, le retrait des syndicalistes enseignants des positions de responsabilité nationale indique par défaut la proximité du Parti socialiste avec le pouvoir, qui nécessite pour des élus syndicaux de réaffirmer la distinction entre syndical et politique¹⁰. La composition du secteur Education en 1981 reste largement enracinée dans les personnels enseignants, mais connaît cependant une ouverture sociologique relative, notamment vers le milieu de la formation professionnelle, les personnels éducatifs non-enseignants, voire vers d'autres champs. Ainsi, un des groupes de travail du secteur éducation du Parti socialiste, le secteur « petite enfance », où les enseignants et syndicalistes enseignants étaient dominants avant 1981, compte 16 enseignants pour 35 membres en 1982, avec un accroissement sensible des personnels non-enseignants de l'Education nationale (cadres, experts, inspections) ainsi que de personnes venant d'autres univers professionnels¹¹. Cette évolution est aussi sensible à la direction du secteur éducation. Ainsi, Luc Soubré, proche du premier secrétaire Lionel Jospin, chef d'établissement devenu chargé de mission au Ministère de l'Education nationale, spécialiste de la décentralisation éducative, est transféré à partir de 1981 du Secrétariat national aux relations extérieures (qui traite les relations entre lePS et les

⁹ Délégation nationale à l'Education nationale du Parti socialiste, « Circulaire aux responsables éducation au sein des fédérations socialistes et des GSE », 1981 (Fonds Education-Enseignement supérieur, Archives FJJ)

¹⁰ Cf. le témoignage de Jacques POMMATAU (secrétaire général de la FEN, 1981-1988), *Au temps de la force tranquille... La Fédération de l'Education nationale et la gauche au pouvoir*, OURS/UNSA Education, 2011

¹¹ Aline HEBERT, circulaire au groupe « Petite enfance », 23/06/1982 (1 EE 9, Fonds EE, FJJ)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

autres organisations) à la Délégation nationale à l'Education nationale pour seconder Jean-Louis Piednoir¹². Il remplace celui-ci en 1984.

Parallèlement, il existe des doubles appartenances simultanées entre direction du Ministère de l'Education nationale et secteur éducation du Parti socialiste. Près de 7 personnes ont été retrouvées dans l'état actuel des archives du secteur éducation du PS et du Cabinet d'Alain Savary, comme ayant travaillé simultanément dans les deux- parfois en tant qu'experts « proches » du cabinet ministériel. En sens inverse, une circulaire de Jean-Louis Piednoir de 1983, précise qu'il y a systématiquement au moins un membre du cabinet du Ministère de l'Education nationale aux réunions importantes de la délégation à l'Education. Cette pratique est maintenue jusqu'en 1992 au moins pour le secteur éducation¹³.

Ainsi, le responsable de la délégation à l'éducation, Jean-Louis Piednoir, ainsi que Lucette Tafani, responsable de publication pour la délégation, sont experts pour le cabinet du Ministère de l'Education nationale. Certaines activités sont d'ailleurs à l'intersection des deux champs, comme la participation à des colloques internationaux ou des activités académiques relevant de la recherche en éducation, où collaborent le secteur éducation du PS et le cabinet du Ministère de l'Education nationale¹⁴.

B. Quel apport du secteur éducation aux politiques éducatives du gouvernement socialiste? Entre stratégie d'expertise, « remontée de terrain », et défense des politiques publiques menées.

Le réseau du secteur éducation du Parti socialiste offre un intérêt multiple pour le Ministère de l'Education nationale d'Alain Savary: il offre des ressources étendues en matière d'expertise. Ainsi Louis Legrand, chargé par le Ministre de l'Education nationale d'une importante commission nationale sur le collège, est cadre du secteur éducation du PS dont il coordonne une partie des travaux. Le secteur éducation est aussi un relais chez les élus ou les personnels éducatifs. Le secteur éducation est estimé à un ensemble de 800 personnes, allant de la petite enfance à l'université, et est structuré en groupes de travail. En 1982, les dirigeants du secteur éducation du PS explicitent clairement le rôle d'acteur interstitiel qui est celui de leur structure dans le cadre des politiques éducatives de la gauche au pouvoir, sur trois points précis : solidarité gouvernementale, expertise, lien avec le terrain :

« Depuis le 10 mai 1981, le parti socialiste est devenu parti de gouvernement. Cela a donné à ses militants des responsabilités nouvelles et a impliqué des changements profonds dans les pratiques et les mentalités. Il n'est pas question de faire du parti une annexe du gouvernement. Solidaire de celui-ci, le parti mène une politique autonome, il garde sa liberté de pensée et d'initiative. Dans le champ éducatif, trois directions avaient été fixées :

- Favoriser la circulation de l'information
- Faire du parti une force de proposition
- Impulser des actions concrètes sur le terrain »¹⁵

¹² Entretien avec Luc SOUBRE (secrétaire national à l'éducation du PS 1984-1987, Inspecteur général de l'Education nationale), 18/04/2011

¹³ Entretien avec Jean-Louis PIEDNOIR (Délégué national à l'éducation du PS 1981-1984, Inspecteur général de l'Education nationale), le 02/03/2011

¹⁴ Fiche d'allocation de frais de mission, Ministère de l'Education nationale, 02/08/1982 (1 EE 20, Fonds EE, FJJ)

¹⁵ *La Lettre d'Ecole et Socialisme* n°10, septembre 1982 (Fonds EE, Archives FJJ)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

Ainsi, les activités de rencontres ou de journées d'études organisées par le secteur éducation du Parti socialiste, comme le colloque « *Les inégalités et le système éducatif* » à Lille, le 12-13 décembre 1981, bénéficient du soutien du Ministère de l'Education nationale. Il s'agit de faire remonter les premières impressions sur la mise en place des politiques d'éducation prioritaire (ZEP) qui ont été élaborées à partir de juillet 1981. Cette rencontre est un exemple parlant de l'action du secteur éducation du PS, qui réunit lors de ce colloque à la fois des responsables du Ministère de l'Education nationale et des organisations du monde éducatif (associations, syndicats, mouvements pédagogiques). De même, le colloque organisé par le PS à Paris, « *Quelle école pour les 11-15 ans* », le 26 et 27 mai 1983¹⁶ est organisé avec de nombreux responsables du Ministère de l'Education nationale, en relation avec le secteur éducation du PS. Près de trois délégués du Cabinet du Ministre, ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires proches de la gauche, participent activement à l'organisation de ce colloque¹⁷. Elle permet de ce point de vue d'offrir au secteur éducation du Parti socialiste une place dans les politiques éducatives menées. Cependant, cette place apparaît rapidement complexe, voire paradoxale. Dès le début de l'année 1982, certains membres du secteur éducation du PS se plaignent de ce qui leur apparaît être le suivisme de cette structure par rapport au Ministère de l'Education nationale :

*« Le rôle de la délégation est-il strictement d'informer et d'expliquer la politique réalisée par le ministère ? Ou n'a-t-elle pas, de surplus, comme les précédentes réactions me le laissent penser (souci de rester en contact avec les réactions de la base), un rôle d'incitation et de stimulation auprès du Ministère, à partir de la communication critique de la base militante ? »*¹⁸

De fait, le positionnement du secteur éducation du PS est celui d'un acteur contraint, qui doit de plus en plus abandonner les positions programmatiques antérieures pour justifier les orientations du Ministère de l'Education nationale. Certaines structures locales du secteur éducation du Parti socialiste (ainsi le Groupe socialiste d'Education du Havre) se dissolvent dès 1982 pour protester contre la remise en cause des plateformes partidaires en matière éducative. Cette remise en cause des propositions programmatiques antérieures est d'ailleurs reconnue, au nom du « réalisme » et du caractère nécessairement fragmentaire des politiques éducatives, par le responsable du secteur éducatif du PS, Jean-Louis Piednoir, dès 1982:

« Question : le projet éducatif élaboré par le Parti socialiste n'a pas reçu jusque là d'application. Est-ce que cela ne vous laisse pas insatisfait ?

*Jean-Louis PIEDNOIR : le gouvernement qui est le gouvernement de toute la gauche n'applique pas automatiquement les propositions du Parti socialiste. Mais un certain nombre de propositions qui figuraient dans le plan socialiste ont reçu un début de réalisation ou ont été réalisées (...). Mais il faut savoir aussi que dans le secteur éducatif, au-delà des phrases généreuses et générales- tout le monde est d'accord pour une école plus démocratique, plus ouverte- mais les mesures concrètes pour rénover le système éducatif n'obtiennent pas, tant s'en faut, un consensus auprès des parents d'élèves, des enseignants et des élus locaux. (...) La gauche ne peut pas imposer du sommet une énième réforme de l'enseignement »*¹⁹

Un exemple peut être pris: la revendication d'une école fondamentale (unifiant l'école primaire et le collège dans un même cycle). Les positions antérieures du secteur éducation ont

¹⁶ Note de la délégation nationale à l'Education nationale, « document prévisionnel », (Fonds EE, Archives FJJ)

¹⁷ Compte-rendu de la réunion de travail « colloque international 28-29 mai », 30/03/1983 (Fonds EE, Archives FJJ)

¹⁸ Lettre à Jean-Louis PIEDNOIR (Délégué général à l'Education nationale du PS, 1981-1984) la suite de la réunion de la Délégation à l'Education nationale, 02/02/1982 (Fonds EE, FJJ)

¹⁹ Emmanuelle PLAS, entretien avec Jean Louis PIEDNOIR, « Passable, des efforts à faire », L'Unité, 10 septembre 1982

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

été sur ce point remises en cause, en lien avec les évolutions et les réformes du MEN. L'*école fondamentale*, prévue par le projet du PS, « Libérer l'école » en 1977, est progressivement abandonnée entre 1981 et 1983. Cet abandon est combattu par le premier syndicat enseignant français de l'époque, le SNI-PEGC, qui obtient en 1983 un communiqué commun avec le PS. Celui-ci réaffirme le projet d'école fondamentale, qui est donc officiellement encore le projet du parti²⁰. Or au même moment, le Ministère de l'Education nationale, au travers de la mission sur les collèges (« mission Legrand ») s'éloigne du concept d'école fondamentale. En effet, le collège lui apparaît être trop problématique pour des réformes tranchées²¹, particulièrement celle de l'école fondamentale. La mission Legrand pérennise de fait le collège comme cycle séparé de l'école primaire. La mission fait des suggestions d'aménagement certes (temps de service des enseignants), mais sans le relier à l'école primaire. Le secteur éducation du Parti socialiste abandonne, à la suite du Ministère de l'Education nationale, ce projet : lors du colloque organisé par le PS à Paris : « *quelle école pour les 11-15 ans* », le 26 et 27 mai 1983, la notion d'école fondamentale disparaît. Par la suite (notamment lors des journées d'études et colloques de 1984-1985), le PS abandonne totalement le projet d'école fondamentale qui n'est ni évoqué ni repris dans les textes ultérieurs, notamment l'important colloque « *la société et son école* » organisé en 1985.

On peut souligner que ce rôle de soutien aux politiques éducatives produites par le Ministère de l'Education nationale se traduit aussi par le rôle de passeur du champ administratif au champ partidaire pour des concepts ou des référentiels nouveaux. Ainsi, après l'échec de la loi Savary en juillet 1984, le secteur éducation du PS intègre à sa revue le sociologue Robert Ballion²², chercheur au CNRS et spécialiste des « consommateurs d'école » (dont il est un des premiers vulgarisateurs en France), qui a travaillé pour le cabinet du MEN en pleine querelle scolaire²³. Ainsi, le secteur éducation du PS assure à la fois la circulation des élites entre direction du Ministère de l'Education nationale et lui-même, tout en permettant au PS de s'acculturer à un nouveau référentiel de politiques publiques, celui des « consommateurs d'écoles », qui devient un élément central des politiques éducatives à partir des années 1980.

De fait, la stratégie du secteur éducation du Parti socialiste est de plus en plus contrainte par la solidarité gouvernementale. La défense des politiques éducatives du pouvoir de gauche devient d'ailleurs un impératif officiel des missions qui lui sont assignées. C'est le sens d'une directive signée par Lionel Jospin, « les socialistes et l'école publique » du 30 juin 1984, qui affirme clairement que les « *les socialistes ont été les meilleurs soutiens de la politique menée par le Ministère et le Gouvernement de gauche pour le service public* » en matière scolaire. Désormais, le secteur éducation du Parti socialiste calque son activité non plus de manière interstitielle, mais de manière à reproduire, et à défendre *in fine*, les politiques éducatives menées. A la reconfiguration sociologique du secteur éducation du PS est concomitante une soumission croissante et revendiquée à l'action gouvernementale.

L'inflexion est particulièrement nette en 1984, où celui-ci est repris par un chargé de mission auprès du Ministère de l'Education nationale, Luc Soubré, qui est le premier dirigeant du secteur éducation du PS à ne pas avoir participé à celui-ci depuis 1975. Proche de Lionel Jospin, il remplace Jean-Louis Piednoir qui est parti prendre la tête de l'ONISEP, organisme

²⁰ Communiqué commun Parti Socialiste /Syndicat National des Instituteurs et PEGC (SNI-PEGC), 22 juin 1983 (Archives UNSA)

²¹ Cabinet du MEN, « Note sur les contenus d'enseignement au collège », 18 octobre 1983 (Fonds EE, Archives FJJ)

²² Revue *Ecole et Socialisme*, octobre 1984 (Archives UNSA)

²³ Robert BALLION, *Les consommateurs d'école*, Paris: Stock, 1982

public dépendant du Ministère de l'Éducation nationale. Le secteur se transforme, puisque la délégation à l'Éducation nationale devient un Secrétariat national adjoint à l'éducation, c'est-à-dire une structure plus importante dans la hiérarchie du PS. Dans le même temps, l'arrivée au pouvoir de Jean-Pierre Chevènement, sur un programme éducatif marqué par la réhabilitation de « l'école républicaine », contraint le secteur éducation du PS à réadapter son langage, jusque là inspiré par les mouvements pédagogiques et le syndicalisme enseignant progressiste. Ainsi, en décembre 1984, Jacques Guyard, député-maire d'Evry et responsable de la revue éducatrice du PS, *Ecole et Socialisme*, y publie un éditorial particulièrement louangeur sur l'action de Jean Pierre Chevènement, et en endossant les nouvelles orientations éducatives et idéologiques. Or, la FEN et le SGEN-CFDT, les deux plus puissantes forces syndicales de l'Éducation nationale, sont particulièrement critiques, comme les mouvements pédagogiques, du programme scolaire du nouveau Ministre de l'Éducation nationale²⁴. Il s'ensuit une forme de décrochage entre le secteur éducation du PS, qui assure le soutien et la défense des politiques éducatives menées, et ses réseaux socioculturels, qui peuvent être plus critiques vis-à-vis de ceux-ci. La centralisation du secteur éducation (qui se traduit par la montée d'un Secrétariat national à l'éducation qui a la prééminence sur les autres structures préexistantes) est concomitante d'une évolution de celui-ci vers un rôle de soutien de plus en plus marqué aux politiques éducatives menées par les gouvernements de gauche. Plus encore, cette évolution se traduit sociologiquement par des transformations qui dés-encastrent le secteur éducation de son environnement traditionnel : mouvements éducatifs, monde enseignant, syndicalisme de l'Éducation nationale. Le « *policy network* » reliant en matière de projet éducatif le PS, les personnels enseignants et les organisations du monde scolaire s'effrite progressivement entre 1981 et 1986.

3) Un secteur éducation du PS déphasé des politiques éducatives socialistes ? (1987-1993)

A. Un secteur éducation plus instable

La période de cohabitation (1986-1988) constitue une rupture multiforme pour l'histoire du secteur éducation du PS entre 1981 et 1993. Premier élément notable, le secteur éducation connaît une double instabilité : instabilité du titulaire de la principale structure du secteur (secrétariat national à l'éducation) d'une part et instabilité régulière de nom et de configuration du secteur éducation (qui intègre ou pas la recherche, la formation continue...). On peut repérer cette instabilité au travers du tableau suivant, qui traduit l'effritement de la durée de mandat des dirigeants des secteurs éducation entre 1981 et 1993 :

Schéma n°4 : Durée des mandats à la tête du secteur éducation du PS 1975-1993 (mandats individuels et évolution linéaire)²⁵

²⁴ Entretien avec Jacques POMMATAU (Secrétaire général de la FEN, 1981-1988), 25/05/2011

²⁵ Données tirées des revues du PS *Le Poing et la Rose* et *Ecole et Socialisme* (Archives OURS)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

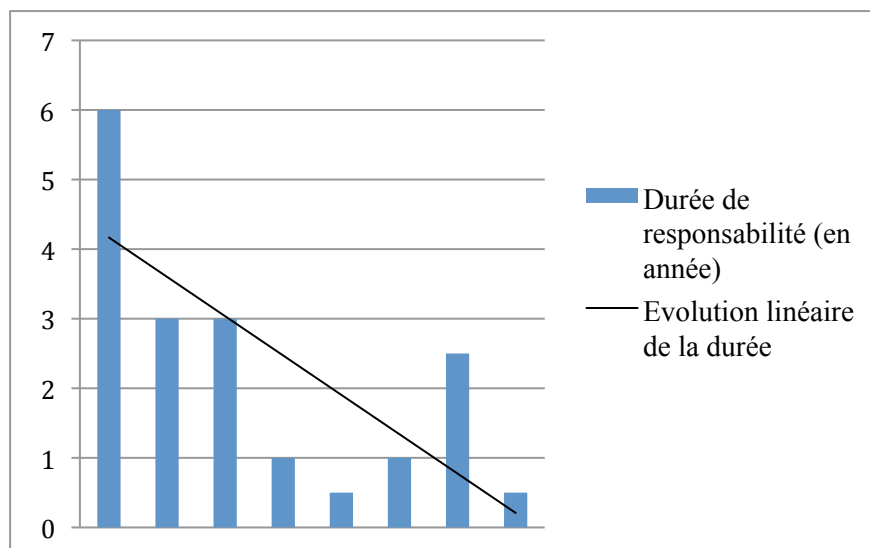


Schéma n°5 : tableau des responsables et de leur titlature du secteur éducation du PS, 1975-1993²⁶

<u>Responsables du secteur éducation</u>	<u>Intitulé de la responsabilité (bornes chronologiques)</u>	<u>Durée de responsabilité (en année)</u>
<i>Louis Mexandeau/Roger Quilliot</i>	<i>Délégation nationale à l'Education nationale (1975-1981)</i>	<i>6</i>
<i>Jean-Louis Piednoir</i>	<i>Délégation nationale à l'Education nationale (1981-1984)</i>	<i>3</i>
<i>Luc Soubré</i>	<i>Secrétariat national adjoint à l'Education (1984-1987)</i>	<i>3</i>
<i>Laurent Fabius</i>	<i>Secrétariat national à l'Education (1987-1988)</i>	<i>1</i>
<i>Christian Bècle</i>	<i>Secrétariat national adjoint à l'Education (1988-1988)</i>	<i>0,5</i>
<i>Jean Pierre Sueur</i>	<i>Délégation nationale à l'Education nationale et à la recherche (1988-1990)</i>	<i>1</i>
<i>Sylvie François</i>	<i>Secrétariat national adjoint à l'Education puis Secrétariat national à l'Education et à la recherche (1990-1992)</i>	<i>2,5</i>
<i>Monique Ben Guiga</i>	<i>Secrétariat national à l'Education et à la recherche (1993)</i>	<i>0,5</i>

Cette instabilité s'accroît brusquement en 1987, avec la nomination de Laurent Fabius en tant que Secrétaire national à l'éducation. L'arrivée d'un dirigeant socialiste de premier plan (proche de François Mitterrand, ancien premier ministre) qui n'a pas de liens directs avec le monde éducatif constitue en effet une rupture. Jusque là, les responsables principaux du secteur éducation du PS étaient tous des professionnels et des praticiens issus du système scolaire, de la recherche ou de la formation, avec un engagement syndical. L'arrivée de Laurent Fabius s'accompagne de celle de hauts fonctionnaires de l'Education nationale, inspecteurs généraux, recteurs, comme Christian Forestier, Christian Bècle, Christian Nique,

²⁶ Données tirées des revues du PS *Le Poing et la Rose* et *Ecole et Socialisme* (Archives OURS)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

Yvon Robert, Bernard Toulemonde, qui ont été les acteurs des politiques éducatives entre 1981 et 1986. Le secteur éducation du PS entre 1987 et 1988 constitue un exemple d'un « *semi-public party* » selon l'expression de Richard Katz et Peter Mair²⁷ : il contribue en effet à la circulation des élites entre administrations publiques et organisation partidariaire. Cette évolution était préparée par la double appartenance existant entre responsables du Ministère de l'Éducation nationale (parfois du cabinet ministériel) et responsables du secteur éducation du PS entre 1981 et 1986. De plus, le secteur éducation du PS prépare en secret, avec la FEN, un programme éducatif à appliquer en cas de victoire de la gauche²⁸. Celui-ci prévoit une augmentation des dépenses contre une réforme du système éducatif.

Cette évolution est cependant rompue en 1988, avec l'éclatement de la majorité mitterrandienne entre jospiniens et fabusiens. Les hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale ayant rejoint le secteur éducation du PS entre 1987 et 1988, considérés comme des proches de Laurent Fabius, Secrétaire national à l'éducation ces deux années, ne sont pas promus par Lionel Jospin, devenu Ministre de l'Éducation nationale. Celui-ci en effet considère que cette structure du parti lui est hostile, et choisit de ne pas appliquer le projet négocié entre syndicalisme enseignant et PS. Ce projet n'est pas repris dans la Loi d'orientation sur l'éducation de 1989. Celle-ci est élaborée par les experts et responsables du Ministère, sans aucune intervention du secteur éducation du PS. Celui-ci n'organise d'ailleurs que très peu d'événements (colloques, journées d'études, rencontres) sur les politiques éducatives, en comparaison de la forte activité lors du premier septennat socialiste. En quelque sorte, la pratique de co-production des politiques éducatives, notamment par la stratégie interstitielle qui était celle des années 1981-1984, est abandonnée lors du retour de la gauche au pouvoir.

De fait, l'instabilité grandissante du secteur éducation du PS à partir de 1988, avec un taux de rotation élevée des responsables, ainsi que la redéfinition répétée du périmètre de celui-ci, traduit un affaiblissement de son rôle dans les politiques éducatives menées. Ainsi, sur le projet des enseignants de collège (que Lionel Jospin décide de retirer en février 1989), le secteur éducation du PS, qui avait promu cette idée est conduit à se plier à la position à la suite du Ministre de l'Éducation nationale. De même, en 1992, sur la question de l'accord Lang-Cloupet (qui renforce le financement de l'enseignement privé sous contrat), Sylvie François, alors responsable du secteur éducation du PS, souligne la nécessité de soutenir le projet ministériel, qui se heurte à la résistance des militants laïques au sein du parti²⁹.

B. Un secteur en marge des politiques éducatives socialistes ? Quelques hypothèses.

Pourquoi une telle évolution ? Jusqu'en 1988, le secteur éducation du PS est tenu par des membres de la majorité mitterrandienne, assurant sa place dans l'élaboration programmatique et le lien avec le gouvernement. Sauf dans le cas de Christian Bècle, haut fonctionnaire de l'Éducation nationale et proche de Laurent Fabius qui prend la relève de celui-ci en 1988, le secteur éducation du PS devient après la réélection de François Mitterrand un enjeu de la répartition des secteurs nationaux du parti entre courants. Après le départ de Christian Bècle de cette responsabilité partidariaire, le secteur éducation est attribué aux rocardiens, qui jouent

²⁷ Richard S. KATZ, Peter MAIR, *How parties organize: change and adaptation in party organizations in Western democracies*, London: Sage Publications, 1994

²⁸ Christian FORESTIER (Recteur, Inspecteur général, cadre du secteur éducation du PS en 1987-1988, directeur de cabinet de Jack Lang en 1992-1993), entretien du 07/04/2008 Jacques POMMATAU (Secrétaire général de la FEN, 1981-1988), entretien du 25/05/2011

²⁹ Note de Claude LAVY (cadre de la FEN), « Rencontre avec Sylvie François, secrétaire nationale chargée de l'éducation au Parti Socialiste », 08/07/1992 (Archives UNSA)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

un rôle important dans les coalitions de courants qui se forment avec l'éclatement de la majorité miterrandienne. Or, ce courant est confronté à des Ministères de l'Education nationale, Lionel Jospin puis Jack Lang, dont les relations avec les rocardiens sont complexes³⁰. De même, les réseaux éducatifs des rocardiens sont spécifiques, et ne recoupent pas ceux de la majorité du PS- particulièrement dans le syndicalisme enseignant où ils sont historiquement parmi les moins proches des plus importantes organisations. La prise de contrôle des rocardiens, qui dure jusqu'en 1994 et l'éviction de Michel Rocard à la tête du PS, place le secteur éducation dans une situation d'attribution selon des critères de répartition des secrétariats nationaux au sein de majorités précaires après chaque congrès (cf. le schéma n°5). De fait, le secteur éducation du PS est attribué moins sur une logique de suivi des politiques publiques que selon les compromis complexes de la période 1988-1995, où il n'existe aucun courant au sein du Parti Socialiste capable de gouverner seul le parti.

De fait, l'évolution vers un « semi-public party », et le poids du secteur éducation du PS dans les politiques éducatives sont affaiblis par ces bouleversements des équilibres de courants au sein du PS. Les archives disponibles soulignent que sur des points cruciaux (question laïque, professeurs de collège), les désaccords sont marqués entre secteur éducation du PS et Ministère de l'Education nationale. Les désaccords sont réglés au profit d'une soumission de l'appareil partidaire aux politiques éducatives menées, qui sont justifiées par le secteur éducation du PS, y compris sur les points de conflit ou de débat comme la question laïque. Les désaccords avec les politiques éducatives qui sont reconnus sont soumis à la nécessité pour le secteur éducation de les défendre malgré tout. La double appartenance entre cabinet du MEN et secteur éducation du PS n'apparaît d'ailleurs plus : en 1988, Lionel Jospin ne fait pas appel aux hauts fonctionnaires oeuvrant au Secrétariat national à l'éducation, considérant ceux-ci comme des militants fabiusiens³¹. Ces responsables rejoignent des positions hors du Cabinet du Ministère de l'Education nationale. De ce fait, le rapport asymétrique entre le secteur éducation du PS et le Ministère de l'Education nationale s'accroît, le premier étant à la fois conduit à avoir un rôle réduit sur les politiques éducatives et amené à défendre celles-ci.

Le rôle du secteur éducation du PS est aussi affecté par l'éclatement de la Fédération de l'Education nationale en 1992. A partir de cette date, le mouvement socialiste français n'a plus comme partenaire syndical dans l'Education nationale une organisation largement majoritaire. De ce fait, c'est tout un pan des réseaux du secteur éducation du PS qui se retrouve affaibli ou en régression, affaiblissant le *policy network* en matière de politique éducative. L'éclatement des liens historiques entre la FEN réduite et le PS est d'ailleurs constaté par les dirigeants de la première, qui soulignent que leur influence vis-à-vis du parti s'est fortement diminué³². Globalement, le secteur éducation du PS a eu un rôle en rétractation dans la définition des politiques éducatives des gouvernements de gauche entre 1988 et 1993. Outre les éléments explicatifs précédents, une hypothèse peut être évoquée. Depuis 1981, s'est constitué un groupe de hauts fonctionnaires, d'experts et de cadres du système éducatif formé et promu par le gouvernement de gauche. Ceux-ci, après 1988, n'ont pas eu besoin d'une circulation entre champ administratif et champ partidaire. De ce fait, le secteur éducation du PS ne constituait pas véritablement une structure d'un « semi public party » ou un « parti cartel », puisqu'il n'assure pas- ou plus- cette fonction de circulation ou de co-production des politiques éducatives. Avec l'exacerbation des jeux de courants au PS, le secteur éducation a paru d'autant moins attractif pour cette élite politico-administrative qui

³⁰ Robert CHAPUIS (Professeur, vice-président de l'UNEF, cadre du courant rocardien, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique 1988-1988), entretien du 18/06/2008

³¹ Christian FORESTIER, entretien du 07/04/2008

³² Rencontre FEN-PS, 05/10/1994 (Fonds Relations extérieures, FJJ)

Congrès AFSP Strasbourg 2011-08-20

s'était constituée depuis le premier septennat de François Mitterrand. Celle-ci s'est en effet retirée du secteur éducation du PS, pour privilégier une circulation interne au champ étatique, au sein des administrations publiques.

Conclusion :

Le secteur éducation du PS, structuré dans les années 1970, a connu une évolution multiforme entre 1981 et 1993. Dans un premier temps, il a bénéficié d'une proximité à la fois avec les acteurs non-étatiques (champ enseignant, syndicalisme, associations) et le Ministère de l'Education nationale. Tout en reconnaissant dès 1981 la prééminence en matière de politiques éducatives de ce dernier, il a joué un rôle multiple (mise en réseaux, réflexion interstitielle, « remontée d'informations ») et non-négligeable au sein de celles-ci. Il a cependant légitimé la remise en cause des plateformes programmatiques au nom de la prééminence gouvernementale, considérée comme nécessaire aux politiques publiques. Cette évolution a été brusquement remise en cause en 1988, avec l'éclatement de la majorité mitterrandienne. L'évolution vers une forme de « semi-public party », avec une circulation des élites entre champ partidaire et champ administratif et gouvernemental, a été bloquée. Les conflits au sein du PS, mais aussi l'autonomisation accrue des élites politico-administratives socialistes dans l'Education nationale, favorisent une soumission sans réelle influence du secteur éducatif du PS aux politiques éducatives menées par la gauche au pouvoir entre 1988 et 1993. Ces évolutions ont été sous-tendues par des mouvements plus profonds : la montée des consommateurs d'école, l'effritement des réseaux (syndicalisme et champ enseignants en pleine mutation) où s'enchaînait le secteur éducation du PS, et la remise en cause d'une logique de projet global pour l'éducation. Ces évolutions profondes ont fortement pesé sur cette structure et sur les politiques éducatives socialistes entre 1981 et 1993. Elles peuvent expliquer, d'une certaine manière, les tensions de l'époque du Ministère de Claude Allègre.